
	Contribution à l'étude « Inégalités socio-économiques et dépistage du cancer du sein » (INES)	 Loi Informatique & Libertés
Liste des caisses concernées en fin du formulaire	Information aux « personnes concernées »	Page 1 sur 2

Finalité et fonctions principales du traitement (cadre légal particulier s'il y a lieu)

Les efforts pour réduire la mortalité par cancer du sein se focalisent sur la détection précoce et le traitement. Le dépistage par mammographie permet de détecter les cancers à un stade précoce. Cependant, malgré la gratuité de la mammographie de dépistage en France, le taux de participation aux campagnes de dépistage reste très en deçà du taux fixé par les autorités françaises pour réduire efficacement la mortalité par cancer du sein. De plus, à côté du dépistage organisé, il existe un dépistage individuel qui se déroule en dehors de tout cadre institutionnel, ce qui a des conséquences sur le rapport coût-efficacité du programme organisé. Il est important de disposer de données sur la part du dépistage individuel dans la prévention du cancer du sein en France, d'identifier les raisons qui entraînent un recours au dépistage individuel afin de développer des initiatives visant à convaincre les femmes et les médecins à privilégier le dépistage organisé au détriment du dépistage individuel. Il est aussi nécessaire de disposer d'indicateurs permettant de repérer et de suivre dans le temps les sous-groupes de population les plus défavorisés afin de pouvoir mettre en place des actions ciblées et efficaces.

L'objectif principal de cette étude est d'identifier des facteurs socio-économiques individuels et agrégés influençant la participation des femmes au dépistage organisé du cancer du sein dans dix départements français (Côte d'Or, Nièvre, Rhône, Ain, Loire, Haute Savoie, Doubs, Jura, Haute Saône et Territoire de Belfort).

Les objectifs secondaires sont : l'identification des facteurs socio-économiques liés à la réalisation de mammographies en dehors du dépistage organisé, la production de données chiffrées sur la part du dépistage individuel dans les dix départements français inclus dans l'étude, l'élaboration de recommandations pouvant permettre d'augmenter la participation des femmes au dépistage organisé du cancer du sein.

Le promoteur/coordonnateur de cette étude est le Centre Georges François Leclerc de Dijon (CGFL).

Son service « Registre des cancers du sein et autres cancers gynécologiques de Côte d'Or », coordonnateur principal de ce projet en collaboration avec l'équipe PREDUCAN CIC-Inserm de l'Institut de Cancérologie de la Loire, a élaboré le protocole d'étude et obtenu l'avis favorable du CCTIRS ainsi que l'autorisation de la CNIL.

Le RSI (ainsi que les CPAM, les caisses MSA et les structures en charge du dépistage dans la zone concernée) contribue à cette étude en fournissant au CGFL, les données nécessaires concernant la population qu'il gère (les travailleurs indépendants).



La caisse RSI de Bourgogne élabore, développe et teste la requête d'extraction des données et la met à disposition des deux autres caisses (Franche-Comté et Professions Libérales Provinces) participant à la contribution RSI. Puis le médecin conseil de chaque caisse RSI impliquée extrait les données nécessaires à partir de l'application décisionnelle OCAPI (déjà déclarée à la CNIL sous le n°342521) et les remet en mains propres au coordonnateur principal du projet (le Dr Patrick ARVEUX du CGFL, tiers de confiance tenu au secret médical). Cette remise en main propre se fait avec un CD-ROM sécurisé par mot de passe.

La mise en œuvre de l'ensemble de l'étude est prévue à compter de janvier 2012 jusqu'à décembre 2013. La partie concernant le RSI se déroulera sur le premier trimestre 2012 (test partiel en décembre 2011).

Catégories de personnes concernées par le traitement

► Sont concernés pour le RSI les personnes de sexe féminin affiliées au RSI dans un des 10 départements participant à l'étude, âgées de 51 à 74 ans entre janvier 2010 et décembre 2011.

Catégories de données à caractère personnel (même codification que formulaire CNIL de Déclaration normale + autres au-delà de P)	Catégories de destinataires des données, internes ou externes (toutes catégories de données si : ► ..)	Durée de conservation des données (toutes catégories de données si : ► ..)
► A) Données d'identification des assurés (nom, prénom, n° sécurité sociale, adresse, date de naissance) ► Q) Données relatives à la prise en charge (date des mammographies de la période janvier 2010 à décembre 2011)	► ..) Personnel médical (médecin conseil) des caisses RSI impliquées. ► ..) Personnel médical du CGFL impliqué dans l'étude.	► ..) les données extraites puis transmises au CGFL par le RSI sont conservées par le service médical de chaque caisse impliquée pendant toute la phase opérationnelle de l'étude, au plus tard jusqu'à fin 2012.

	Contribution à l'étude « Inégalités socio-économiques et dépistage du cancer du sein » (INES)	 Loi Informatique & Libertés
Liste des caisses concernées en fin du formulaire	Information aux « personnes concernées »	Page 2 sur 2

Interconnexions, mises en relation avec d'autres traitements	
► NON	
Responsable du traitement	Service(s) responsable(s) de la mise en œuvre
<p>Pour la partie propre au RSI (Extraction de données et mise à disposition du CGFL) : Directeur de la caisse de base de rattachement de l'assuré (coordonnées disponibles sur le site internet www.rsi.fr ou à la Caisse Nationale)</p> <p>Pour l'ensemble de l'étude : Centre Georges François Leclerc 1 Rue du Professeur Marion BP 77980, 21079 Dijon Cedex. France</p>	<p>Pour la partie propre au RSI : Médecin conseil de la caisse de base de rattachement de l'assuré (coordonnées disponibles sur le site internet www.rsi.fr ou à la Caisse Nationale)</p> <p>Pour l'ensemble de l'étude : Service « Registre des cancers du sein et autres cancers gynécologiques de Côte d'Or », Centre Georges François Leclerc 1 Rue du Professeur Marion BP 77980, 21079 Dijon Cedex. France</p>
Service(s) en charge des droits d'accès et de rectification	Création/Modifications/Suppression : date, référence, cause (purge de la fiche 3 ans après suppression du traitement)
<p>Pour la partie propre au RSI : Service Médical de la caisse de base de rattachement de l'assuré (coordonnées disponibles sur le site internet www.le-rsi.fr ou à la Caisse Nationale)</p> <p>à défaut : cnil@le-rsi.fr</p> <p>Pour l'ensemble de l'étude : Service « Registre des cancers du sein et autres cancers gynécologiques de Côte d'Or » Centre Georges François Leclerc 1 Rue du Professeur Marion BP 77980, 21079 Dijon Cedex. France</p>	<p>Etude INES du CGFL : autorisation de la CNIL N° 15 39982 du 25/10/2011 (décision N° DR-2011-426), après l'avis favorable du CCTIRS (Comité consultatif sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé) N° de dossier 11.555, obtenu le 29/09/2011.</p> <p>Pour la partie propre au RSI : OCAP (extraction de données) : déclaration N°34252 1.</p>
Autres informations (s'il y a lieu)	
► Transferts de données hors Union Européenne : NON	
► Droit d'opposition : OUI (ne pas répondre au questionnaire de l'enquête du CGFL)	

Liste des caisses mettant en œuvre ce traitement en conformité avec la norme correspondante					
Nom de la Caisse :	Mise en œuvre début/fin	Nom de la Caisse :	Mise en œuvre début/fin	Nom de la Caisse	Mise en œuvre début/fin
ALPES		CORSE		LORRAINE	
ALSACE		COTE D'AZUR		MIDI-PYRENEES	
ANTILLES-GUYANE		FRANCHE-COMTE	2012/-----	NORD-PAS-DE-CALAIS	
AQUITAINE		HAUTE-NORMANDIE		PAYS DE LA LOIRE	
BASSE-NORMANDIE		ILE-DE-FRANCE CENTRE		PICARDIE	
BOURGOGNE	2012/-----	ILE-DE-FRANCE EST		PL ILE-DE-FRANCE	
BRETAGNE		ILE-DE-FRANCE OUEST		PL PROVINCES	2012/-----
CENTRE		LA REUNION		POITOU-CHARENTES	
CHAMPAGNE-ARDENNE		LANGUEDOC-ROUSSILLON		PROVENCE-ALPES	
AUVERGNE		LIMOUSIN		RHONE	